

Céline Tellier, Louise Babar, Anne Bauwelinckx et Chloé Deligne

Rôles et actions des groupes dominants dans la ville : des outils aux processus historicisés

Introduction

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Céline Tellier, Louise Babar, Anne Bauwelinckx et Chloé Deligne, « Rôles et actions des groupes dominants dans la ville : des outils aux processus historicisés », *Articulo - revue de sciences humaines* [En ligne], Hors série 1 | 2009, mis en ligne le 27 mai 2009. URL : <http://articulo.revues.org/index1071.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Articulo - Revue de sciences humaines asbl

<http://articulo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://articulo.revues.org/index1071.html>

Document généré automatiquement le 04 octobre 2009.

Creative Commons 3.0 - by-nc-nd. Exceptées les images dont les droits sont réservés - ©.

Céline Tellier, Louise Babar, Anne Bauwelinckx et Chloé Deligne

Rôles et actions des groupes dominants dans la ville : des outils aux processus historicisés

Introduction

- 1 Fruit d'une journée d'étude organisée en mars 2008 par le programme de recherche ARC « Les élites dans la ville » de l'Université Libre de Bruxelles¹, ce numéro spécial regroupe une série d'articles qui s'intéressent aux modes opératoires de la « construction » de l'espace urbain par certains groupes sociaux, appelés ici « dominants ». Par « construction », nous n'entendons pas seulement les aspects matériels mais aussi, si pas davantage, les aspects sociaux et symboliques qui sont mis en œuvre dans la composition et dans la recomposition des espaces urbains au cours du temps. Par « dominants », nous voulons désigner ces acteurs, différents selon les contextes géographiques et historiques, dont les pouvoirs d'action sur la ville sont considérés comme légitimes. Différentes villes, de Boston à Saint-Domingue en passant par Paris et Naples, différentes époques, depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à l'époque contemporaine, ont servi cette réflexion, qui se place à la croisée des approches géographique, sociologique et historique.
- 2 Comme l'annonce le titre retenu, pour la journée d'étude comme pour ce recueil de textes, trois types d'action sur la ville ont été choisis comme fils conducteurs : « occuper, organiser, ordonner » ou, en d'autres termes, « résider » dans certaines parties de la ville, « transporter » les personnes au sein de l'espace urbain et « investir » dans les biens matériels, fonciers ou immobiliers. Ces trois actions, en effet, constituent trois des principaux moyens de la construction de l'espace urbain, que les groupes dominants utilisent soit à leur profit, soit pour les « autres », c'est-à-dire pour les citoyens compris dans leur ensemble.
- 3 Le premier axe thématique, *l'occupation de la ville*, explore donc les stratégies résidentielles des groupes dominants dans différents contextes, et leurs effets sur l'espace urbain. Quelles stratégies mettent-ils en place pour se construire ou s'approprier des espaces résidentiels ? Quelles sont les caractéristiques sociales, spatiales ou matérielles de ces espaces ? De quels alliés et outils disposent-ils pour maintenir ces espaces ? Plus généralement, quelles sont les conséquences de ces choix résidentiels sur le façonnement, la structuration et la morphologie urbaine ? Enfin, comment ces choix et actions ont-ils évolué au cours du temps ?
- 4 La réflexion sur ce thème peut s'appuyer sur des travaux récents. Dans le champ historique, épinglons l'ouvrage édité, en 2008, par John Dunne et Paul Janssens, *Living in the City : Elites and their Residences, c. 1500-1900 / Vivre en ville: les élites et leurs résidences (XVI^e-XIX^e siècles)* dans lequel les éditeurs font le point sur l'historiographie relative aux lieux de résidence urbaine des élites. Nous reprendrons leur constat à notre compte : en dépit d'un large développement de l'histoire urbaine depuis près de 50 ans, la résidence des élites reste un sujet encore relativement peu investigué. Parmi les travaux qui font exception à ce constat, mentionnons les travaux de François-Joseph Ruggiu (1997) ou de Jean-Pierre Chaline (1982) pour la France ou encore ceux de Colin Pooley pour le Royaume-Uni (2001). Dans le champ sociologique, les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (1989, 2007), qui ont magistralement mis en lumière les pratiques résidentielles de la grande bourgeoisie parisienne contemporaine, font figure de modèle du genre. Les travaux abondants des géographes sur les *gated communities* et leurs innombrables déclinaisons locales s'inscrivent également dans cette veine (voir, parmi d'autres, Le Goix, 2001, 2002 ; Decroly, 2000, 2003).

- 5 Ces différents travaux rappellent et montrent comment les choix résidentiels des groupes dominants, sur lesquels ne pèse en général aucune contrainte économique majeure, ont toujours créé des espaces de l'entre-soi, sans pour autant avoir recours à l'énonciation explicite de critères excluants. Leurs modes d'habiter (façades imposantes, habitations immenses, styles architecturaux) et la violence symbolique qu'ils exercent à travers l'organisation de leurs demeures (entrées différenciées selon le statut des personnes, positions topographiques dominantes) ou des usages de l'espace (prescriptions comportementales dans l'utilisation des espaces publics, mise en place de dispositifs dissuasifs), génèrent de véritables territoires infra-urbains, où ne pénètrent à peu près que leurs pairs ou leurs « dépendants ». La participation active des membres de ces groupes aux institutions politiques ou culturelles fait généralement partie des outils qui leur permettent de conserver la mainmise sur « leurs » territoires. Cependant, la création de ces enclaves exclusives n'est pas la seule manière de se forger des espaces réservés. Les articles présentés dans ce numéro, par leur angle d'approche et par le choix de leur terrain d'étude, explorent des manières de faire plus complexes ou plus interstitielles.
- 6 Que se passe-t-il, par exemple, lorsqu'un groupe dominant crée de toute pièce une ville dans des territoires nouvellement conquis ? Le monde colonial constitue par excellence le laboratoire pour ce type de questionnement. Dans le cas de la ville de Saint-Domingue au XVIII^e siècle, dont s'empare Zélie Navarro-Andraud (historienne de l'Université de Toulouse II-Le Mirail), les administrateurs coloniaux français ont dû mettre en place des stratégies résidentielles différentes de celles observées en métropole pour garder la mainmise sur l'espace urbain, ou du moins sur les territoires infra-urbains stratégiques. La nécessité fut d'autant plus grande que leur groupe était principalement constitué d'individus « en passage », pour qui la présence dans la ville ne représentait qu'une « étape », dans tous les sens du terme, dans la carrière. En conséquence, contrairement à ce qui se passait plus classiquement en métropole, l'investissement foncier ne fit pas partie des outils de domination déployés sur l'espace ; l'occupation immobilière et la composition des biens meubles aménageant l'espace privé, en revanche, prirent une tout autre importance. Leur transmission, qui ne relevait pas de la sphère familiale, s'appuyait sur des réseaux professionnels complexes et singuliers, autant qu'elle les construisait.
- 7 Dans l'étude présentée par Thomas Pfirsch (géographe de l'Université Paris X, Nanterre), au contraire, les espaces hérités et transmis de génération en génération grâce à la détention foncière, sont au cœur des stratégies résidentielles du groupe dominant étudié, à savoir les « grandes » (et « vieilles ») familles napolitaines d'aujourd'hui. Dans un travail qu'on pourrait qualifier de géo-socio-histoire, l'auteur nous montre comment, malgré les mutations sociales de la seconde moitié du XX^e siècle qui ont bouleversé les organisations et schémas familiaux, ces grandes parentèles appartenant aux classes supérieures ont réussi à conserver d'imposants ensembles patrimoniaux intacts qui continuent à servir de fondement symbolique à leur distinction sociale et spatiale dans la ville. En d'autres termes, il nous montre comment, les « vieilles » familles napolitaines ont réussi à maintenir une géographie élitaires extrêmement stable en dépit des bouleversements socio-économiques qui ont imposé à leurs membres de nouveaux types de mobilité, de nouveaux schémas de vie.
- 8 Sylvie Tissot (sociologue, maîtresse de conférences en sciences politiques à l'Université Marc Bloch de Strasbourg) s'intéresse quant à elle à une forme de domination sur l'organisation de l'espace moins directement lisible sans pour autant être moins efficace. Elle étudie en effet les processus d'embourgeoisement, ou de gentrification, dans le South End, un quartier du centre de Boston aux États-Unis, longtemps délaissé par les politiques publiques. Elle y met en lumière le rôle qu'ont joué les associations de quartier, depuis les années 1980, dans le processus de rénovation du bâti et d'amélioration des infrastructures urbaines, mais aussi la manière dont elles se sont approprié le pouvoir de gérer/contrôler les proximités sociales,

tout en affichant leur goût pour la *diversity* (ce qui, en contexte européen, se traduirait par « mixité »). Légitimés aux yeux des pouvoirs publics par le statut social et les capacités financières de leurs membres, les associations de quartier à Boston ont progressivement obtenu des prérogatives par délégation du pouvoir public, et ont su peu à peu renforcer leur pouvoir de contrôle sur l'organisation et l'usage des espaces. D'apparence plus hétérogène et socialement plus ouvert que d'autres élites urbaines (telles que celles présentées dans les deux premiers articles), le groupe des « gentrificateurs » n'en dispose pas moins des outils classiques de la domination sur l'organisation et le contrôle des espaces : moyens financiers, temps et légitimité (que leur confère leur profil « managérial »).

9 Le deuxième axe de ce numéro quitte la réflexion centrée sur la création d'espaces de l'« entre-soi » dans la ville pour s'intéresser à la façon dont les groupes sociaux dominants agissent pour et au nom de l'ensemble de la population urbaine. L'organisation de la mobilité des masses est l'une des déclinaisons de ce type d'agir. Si la mobilité des élites bénéficie d'un courant de recherches spécifique, que l'on pourrait rassembler autour de la question des « classes mobiles » (Ollivro, 2005 ; Dervin et Ljalikova, 2008), l'organisation de la mobilité des masses par certains groupes dominants et son influence sur la ville reste un phénomène encore peu étudié (Offner, 2000 ; Cheape, 1980 ; Whitt, 1982). Pourtant, la maîtrise de l'organisation des flux humains constitue, depuis l'avènement des transports de masse au XIX^e siècle, une modalité particulière de l'action de certains groupes sur l'espace urbain.

10 Dans son article intitulé « *Produire la voiture populaire et sauver le peuple de la ville. Les desseins du populisme automobile chez Ford, Hitler et Renault* », Pierre Lannoy (chargé de cours en sociologie à l'Université Libre de Bruxelles), étudie l'économie discursive de ces trois figures centrales de l'histoire industrielle du XX^e siècle. Celles-ci partagent une fascination pour la popularité automobile en même temps qu'elles possèdent des leviers importants pour lancer la production d'une voiture populaire. Il apparaît que leurs univers de sens se rencontrent autour de ce que l'auteur appelle un « populisme automobile », entendu comme un « rapport fasciné au peuple de la part des élites », s'organisant autour de l'objet automobile. Pierre Lannoy étudie ainsi comment l'automobile a servi de catalyseur pour ce populisme, et ce, de trois manières. Premièrement, en définissant une ontologie propre à la masse et en caractérisant de ce fait, techniquement, la voiture populaire. Deuxièmement, en destinant spécifiquement la « voiture pour tous » à l'horizon extra-urbain. Troisièmement, en dessinant une territorialité spécifique au peuple motorisé. L'auteur met ainsi en évidence comment ces élites de la première moitié du XX^e siècle ont défini une « géo-moralité » du monde automobile, capable tout à la fois d'éloigner le peuple des menaces urbaines, d'entretenir chez l'ouvrier le goût du travail et de la famille, et de garantir des débouchés économiques à l'industrie.

11 Mais, si les élites industrielles et politiques ont indéniablement contribué au succès de cette innovation, il reste que le processus de conversion profonde de la société occidentale à l'automobile est un phénomène complexe dont la relecture historique gagne à se défaire des théories qui s'apparentent parfois à celle du complot. C'est ce que Mathieu Flonneau (agrégé d'histoire et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne) démontre, dans une contribution dans laquelle il s'intéresse aux modalités historiques de l'occupation, de l'organisation et de l'ordonnement de la ville par la civilisation de l'automobile, au moment où cette dernière passe du statut d'objet ostentatoire réservé aux seules élites à celui de bien de consommation populaire. L'auteur met ainsi en évidence la perte progressive de la centralité du revenu comme facteur explicatif de la motorisation des ménages, et la montée en puissance de la figure de l'« homme disponible » – mobile et efficace – demandée par le marché du travail dès les années 1950, comme élément central de la conquête populaire de la voiture. Désirant déconstruire les théories conspirationnistes attribuant au seul lobbying routier la responsabilité du succès de

l'automobile, il met en évidence comment celle-ci a été désirée par les masses et a, de ce fait, brouillé fondamentalement le jeu social, en permettant notamment une démocratisation inédite de l'accès à la cité.

12 Cependant, les rapports qu'entretiennent ville et automobile restent pour le moins ambigus, c'est l'un des enseignements de la confrontation de ces deux articles. Ainsi, si l'automobile, comme le montre Mathieu Flonneau, permet un accès démocratisé à la cité, elle est aussi, dans le chef des élites industrielles et politiques étudiées par Pierre Lannoy, le vecteur d'une orientation extra-urbaine du peuple motorisé, en l'occurrence des masses. Si, dès les années 1950, on pense que « Paris doit revivre » grâce aux grands travaux routiers qui, en fluidifiant le trafic, doivent permettre de la libérer de l'encombrement, c'est d'abord parce que la fuite des classes laborieuses vers la périphérie « saine et morale » avait, presque paradoxalement, contribué à massifier l'usage de la voiture dans la ville. L'engorgement automobile des villes fut-il le prix à payer de son évidemment préalable sous l'effet combiné des visions moralisantes des élites et du désir d'extra-urbain des masses ?

13 D'une certaine manière, nous voilà replongés dans une situation similaire à celle de la fin du XIX^e siècle, à l'époque où les transports en commun avaient joué leur rôle dans la mise à distance de certaines populations dont la présence en ville était jugée inconvenante. En Belgique par exemple, le maintien à distance des classes laborieuses grâce à la mise en place de dispositifs tels que les « abonnements ouvriers » (au chemin de fer), ne procéda pas autrement : le travail des élites consistait à moraliser la ville, à l'expurger des foyers d'insalubrité, et à tenir à l'écart ceux qui auraient pu céder à ses tentations. Les masses ont toujours été pensées comme devant à la fois être « éduquées » et « équipées » par les élites, celles-ci définissant des flux « désirables » et « indésirables » selon l'époque considérée. La proximité intellectuelle de ces élites, favorisée par leur spéculativité² (Lannoy, 2003), fut certainement l'une des conditions du succès de l'innovation technique et sociale que fut l'automobile populaire.

14 Le troisième axe de réflexion de ce numéro porte, au même titre que les deux premiers, sur un des moyens fondamentaux de l'action des groupes dominants sur la ville : l'investissement foncier, qui, par le jeu de la propriété, permet à la fois d'agir sur la création d'espaces de l'entre-soi mais aussi sur l'organisation de la ville pour les « autres » et, éventuellement, d'en tirer des dividendes. Si l'investissement foncier est en effet un outil économique majeur, il est aussi un pion incontournable dans le jeu des politiques urbaines, et partant, dans le contrôle du devenir des espaces. Posséder un bien, une portion de terre, c'est aussi, en partie au moins, en contrôler l'emploi, l'affectation et l'utilisation. Ceci est bien sûr d'autant plus vrai que la surface détenue est importante ou les propriétaires solidaires. Lorsque ces conditions sont réunies, le potentiel d'influence des propriétaires est alors toujours susceptible d'être transformé en véritable instrument de pouvoir. La maîtrise du foncier exprime donc, à travers la capacité à se positionner avantageusement sur un marché, une forme possible de domination sociale à travers le contrôle de l'espace. Ces propositions semblent évidentes. Pour autant, est-ce systématiquement le groupe que l'on pressent qui est aux commandes du marché foncier ? N'y a-t-il pas plusieurs marchés fonciers concurrents, ou, au contraire, indépendants ? Comment observer ces dynamiques foncières complexes lorsque, très souvent, les informations les concernant sont pratiquement inaccessibles, brouillées, ou relèvent du domaine « privé » ? Comment s'articulent les relations entre pouvoir public et domaine privé dans la maîtrise foncière ?

15 Les contributions proposées ici, celles de Hilde Greefs, François Antoine et Clotilde Buhot, traitent toutes d'une manière ou d'une autre du contrôle (du devenir) de l'espace urbain (ou péri-urbain) par l'investissement foncier, mais en complexifiant quelque peu la vision parfois trop caricaturale du jeu foncier et de son importance auprès des groupes dominants. Ils font apparaître le rôle-clé qu'y tiennent certains acteurs plus méconnus, et insistent sur l'importance des effets d'aubaine dans l'investissement spéculatif de certaines « niches » foncières.

- 16 À ce titre, Hilde Greefs (historienne du Centre d'Histoire urbaine de l'Université d'Anvers), en voulant étudier le rôle joué par les élites commerciales dans la première moitié du XIX^e siècle sur le marché foncier d'Anvers – une ville alors en forte croissance suite à la réouverture de l'Escaut au trafic international en 1796 – est amenée à reconsidérer ses hypothèses de départ. En observant l'activité immobilière dans le centre de la ville, et en recherchant les bénéficiaires des principaux profits tirés de la rente foncière, l'historienne se trouve confrontée à un groupe social aux contours plus inattendus et remet en question le concept (imaginaire ?) « d'élite foncière », et par là même la notion de « groupe dominant » la ville. Ce faisant, Hilde Greefs soulève des questions dont l'écho résonne encore dans les espaces urbains contemporains ; la grande propriété façonne-t-elle autant la ville qu'on ne l'assume traditionnellement ? Ne serait-il pas temps de se pencher sur le rôle joué par la petite propriété et les petits propriétaires dont l'action, certes plus individuelle mais démultipliée, a sans doute aussi de lourdes conséquences sur les dynamiques sociales de l'espace ?
- 17 François Antoine (historien, archiviste aux Archives générales du Royaume) s'interroge sur le rôle de la vente des biens nationaux dans la transformation de la ville de Bruxelles à la fin du XVIII^e siècle. Avec l'annexion des anciens Pays-Bas autrichiens à la France et la création de départements « belges », les biens d'Eglise sont d'abord nationalisés. D'importants espaces bâtis, en plein cœur des villes, sont alors libérés et réaffectés à des fonctions gérées par l'État : casernes, écoles, hôpitaux, institutions administratives ou commerciales. Dans un second temps, l'État entreprend de les vendre au plus offrant afin de restaurer ses finances mises à mal. Un nouveau marché foncier est créé, une aubaine qui attire spéculateurs, principalement issus de la classe montante des négociants et industriels. C'est ainsi que l'important espace autrefois occupé par les nombreuses institutions ecclésiastiques a servi à l'expansion des activités productives au centre de la ville. On comprend qu'à travers la multiplication des tractations et des conflits autour de l'utilisation de l'espace et de la propriété, se jouèrent véritablement le développement économique et la construction du Bruxelles industriel.
- 18 Changement d'horizon temporel et géographique, Clotilde Buhot (géographe au sein de l'équipe AGÎLE, UMR LIENS 6250, CNRS / Université de La Rochelle) travaille sur des questions relatives au marché foncier dans la France d'aujourd'hui, plus particulièrement aux environs de La Rochelle, une ville qui bénéficie actuellement de différents facteurs d'attractivité, parmi lesquels sa situation littorale. À travers les mouvements observables sur le marché du logement, l'auteur cherche à appréhender les dynamiques qui structurent l'espace rochelais, à identifier socialement les groupes qui s'imposent sur le marché foncier du logement pour mieux révéler les principales forces en action et leur responsabilité dans les mutations socio-économiques de la ville et de sa région. Mais la contribution de Clotilde Buhot rappelle avant tout à quel point il est difficile de travailler sur les questions liées au marché et à l'investissement foncier et immobilier aujourd'hui, pour la simple et bonne raison que les données sur les transactions sont le plus souvent soigneusement protégées ou « opacifiées » par des institutions qui ne livrent pas facilement l'accès à des informations relatives à la possession et à la richesse. Les résultats livrés par Clotilde Buhot, obtenus à force d'obstination, n'en sont que plus précieux !
- 19 Quoique traitant d'espaces et d'époques bien différents et menant l'enquête selon des approches diverses, les trois contributions consacrées aux dynamiques de vente et d'achat, d'investissement et de location de portions utiles, fonctionnelles de l'espace, n'en font pas moins émerger une nécessité générale de s'intéresser de plus près à la manière dont « fonctionne » la maîtrise et le marché fonciers dans la construction des espaces urbains. Ce champ de recherche, trop souvent confiné aux approches économiques, délaissé par les autres disciplines en raison de la difficulté d'obtenir et de traiter les données, mériterait qu'on lui porte un intérêt renouvelé par l'interdisciplinarité et par les lectures sociales et culturelles du concept de marché.

- 20 Seule, qu'elle soit aux mains des pouvoirs publics ou de personnes privées, la propriété foncière ne saurait expliquer les ressorts de la transformation ou, au contraire, de la reproduction des formes et espaces urbains. Elle ne peut se concevoir en dehors des valeurs sociales qui lui sont attribuées, des modalités de sa transmission, des héritages dans lesquels elle s'inscrit, des contextes socio-économiques, des stratégies spatiales et des projets (individuels ou collectifs). Pensée en combinaison avec ces éléments, elle apparaît alors comme un outil multiforme et à géométrie variable.
- 21 De manière plus générale, c'est d'ailleurs la géométrie variable des moyens d'action des groupes dominants qui transparait de la confrontation des différents cas d'étude réunis. Si les outils sont relativement permanents dans leur nature, ils sont toujours singuliers dans leur agencement et constituent ainsi l'un des fondements de l'historicité des espaces urbains... un domaine de recherche qui, comme le rappelait récemment le géographe Jacques Lévy, « demeure encore largement devant nous » (Lévy, 2003 : 465).

Bibliographie

- Capuzzo P. 2002. Moderniser la grande ville : *suburbs*, transports et modes de vie, *Histoire et Sociétés*, 1, 1 : 53-66.
- Chaline J-P. 1982. *Les bourgeois de Rouen, une élite urbaine au XIX^e siècle*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Cheape C. W. 1980. *Moving the masses. Urban Public Transit in New York, Boston and Philadelphia, 1880-1912*, Harvard, Harvard University Press.
- Claval P. 1981. *La logique des villes. Essai d'urbanologie*, Paris, Litec.
- Decroly J.-M., Rouyet Y. 2000. Les clos privés à Bruxelles, *Les cahiers de l'urbanisme*, 32 : 31-38.
- Decroly J.-M., Dessouroux C., Van Criekingen M. 2003. Les dynamiques contemporaines de privatisation des espaces urbains dans les villes européennes, *Belgeo*, 1 : 3-19.
- Dervin F. et Ljalikova A. 2008. *Regards sur les mondes hypermobiles. Mythes et réalités*, Paris, L'Harmattan.
- Dunne J. et Janssens P. 2008. *Living in the City : Elites and their Residences, c. 1500-1900 / Vivre en ville: les élites et leurs résidences (XVI^e-XIX^e siècles)*, Turnhout, Brepols.
- Fontanon C. 1982. Mobilité citadine et transports en commun, Paris, 1855-1914, *Annales de la Recherche Urbaine*, 14 : 99-117.
- Lannoy P. 2003. *Le problème de la circulation et la promesse télématique. Essai sur la spécularité institutionnelle*, Paris, Publibook.
- Le Goix R. 2001. Les communautés fermées dans les villes des États-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine, *L'espace géographique*, 1 : 81-93.
- Le Goix R. 2002. Les *gated communities* à Los Angeles, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres, *L'espace géographique*, 4 : 328-344.
- Lévy J. 2003. Historicité, in Lévy J. et Lussault M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- Lipietz A. 1974. *Le tribut foncier urbain*, Paris, F. Maspero.
- Offner J.-M. 2000. Réseaux et dynamiques urbaines : le filigrane trompeur des maillages techniques, in Paquot T. et al., *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte : 137-145.
- Ollivro J. 2005. Les classes mobiles, *L'information géographique*, 3 : 28-44.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M. 1989. *Dans les beaux quartiers*, Paris, Le Seuil.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M. 2007. *Les ghettos du gotha*, Paris, Le Seuil.
- Pooley C. 2001. Urban Form, Residential Structure and the Social Construction of Space in Dauntun M. (éd.), *The Cambridge Urban History, Volume 3 : 1840-1950*, Cambridge et New-York, Cambridge University Press, pp. 429-465.

Rousseau M. 2008. La ville comme machine à mobilité. Capitalisme, urbanisme et gouvernement des corps, *Métropoles*, 3 : 181-206.

Ruggiu F-J. 1997. *Les élites et les villes moyennes en France et en Angleterre (XVII^e et XVIII^e siècles)*, Paris, L'Harmattan.

Tellier C. 2006. *Elite(s) : retour sur un concept à géométrie variable*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, Mémoire de DEA en sciences sociales.

Topalov C. 1984. *Le profit, la rente, et la ville. Eléments de théorie*, Paris, Economica.

Whitt J. A. 1982. *Urban Elites and Mass Transportation*, Princeton, Princeton University Press.

Notes

1 Les programmes ARC (Action de recherche concertée) sont des programmes de recherche quinquennaux financés par le Communauté française Wallonie-Bruxelles.

2 Par « spécularité », l'auteur entend le fait, pour des acteurs, que « leur relation à leur objet, en l'occurrence [la voiture populaire], est conditionnée par leur relation aux autres acteurs qui se rapportent simultanément à cet objet » (Lannoy, 2003 : 230).

Pour citer cet article

Référence électronique

Céline Tellier, Louise Babar, Anne Bauwelinckx et Chloé Deligne, « Rôles et actions des groupes dominants dans la ville : des outils aux processus historicisés », *Articulo - revue de sciences humaines* [En ligne], Hors série 1 | 2009, mis en ligne le 27 mai 2009. URL : <http://articulo.revues.org/index1071.html>

À propos des auteurs

Céline Tellier

Céline Tellier est sociologue, diplômée de l'Université Libre de Bruxelles. Elle prépare une thèse de doctorat sur les processus de décision en matière de mobilité à Bruxelles depuis les années 1950, et sur les dynamiques de recomposition urbaine qui en découlent. Elle coordonne les séminaires bimensuels de l'Action de recherche concertée (ARC) « Les élites dans la ville » de l'Université Libre de Bruxelles et a co-organisé la journée d'étude internationale « Ordonner, organiser et occuper l'espace urbain. Rôles et actions des groupes dominants dans la ville (XVIII^e-XX^e siècles) » du 7 mars 2008 à l'Université Libre de Bruxelles.

Louise Babar

Louise Babar est géographe, diplômée de l'Université Libre de Bruxelles. Depuis 2007, elle prépare une thèse de doctorat au sein du groupe Action de recherche concertée (ARC) : « Les élites dans la ville ». Elle étudie l'élite foncière à Bruxelles au XIX^e siècle et son rôle dans les processus d'urbanisation de la ville au tournant du siècle.

Anne Bauwelinckx

Anne Bauwelinckx, doctorante en histoire contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles, travaille sur les rôles et place du monde de la haute finance, dans les processus de (re)composition urbaine à Bruxelles durant les XIX^e et XX^e siècles. Elle a co-organisé la journée d'étude internationale « Ordonner, organiser et occuper l'espace urbain. Rôles et actions des groupes dominants dans la ville (XVIII^e-XX^e siècles) » du 7 mars 2008 à l'Université Libre de Bruxelles.

Chloé Deligne

Chloé Deligne est docteure en histoire de l'Université Libre de Bruxelles et chercheuse qualifiée du FNRS. Ses travaux portent, entre autres, sur l'histoire des dynamiques sociales dans la construction des espaces urbains, de Bruxelles en particulier, depuis l'époque médiévale jusqu'à nos jours. Dans ces perspectives, elle a récemment co-écrit, avec T. Debroux, J.-M. Decroly, M. Galand, C. Loir et M. Van Crielingen, « Les espaces résidentiels de la noblesse à Bruxelles (XVIII^e-XX^e siècle) » (paru dans

Belgeo, 2007, 4), et avec C. Billen, « La Ville de l'Expo '58. Entre modernité, héritages et patrimoine urbains, quelles relations ? » (dans *Bruxelles et l'exposition universelle de 1958*, Bruxelles, 2009).

Droits d'auteur

Creative Commons 3.0 – by-nc-nd. Exceptées les images dont les droits sont réservés – ©.
